



Pour diffusion immédiate

## Communiqué | News Release

### **L'EXAMEN DES PROGRAMMES SUR LE SIDA DEVRAIT APPUYER DES FONDS ACCRUS POUR LES PLUS VULNÉRABLES, AFFIRMENT LES ORGANISMES NATIONAUX**

**TORONTO / OTTAWA, 28 novembre 2006** — L'examen récemment annoncé des programmes sur le VIH/sida financés par le gouvernement fédéral devrait reconnaître l'urgent besoin d'augmenter le financement des programmes essentiels qui joignent les personnes les plus marginalisées qu'affecte la maladie, ont signalé aujourd'hui les organismes nationaux de lutte contre le VIH/sida au Canada.

« Les organismes communautaires de lutte contre le sida, aux quatre coins du Canada, font pratiquement des miracles avec les ressources limitées dont ils disposent », a noté Kevin Barlow, directeur général du Réseau canadien autochtone du sida. « Mais ils n'ont pas assez d'argent pour fournir tous les services essentiels nécessaires aux Canadiens-nes, en matière de prévention, de soins, de traitements et de soutien. »

Déjà en 2003, le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes, qui réunit tous les partis parlementaires, recommandait que les fonds fédéraux pour la lutte au VIH/sida atteignent les 100 millions \$ par année dès 2008. Les organismes nationaux de lutte au VIH/sida demandent au ministre de la Santé, M. Tony Clement, de tenir compte de cette recommandation, dans l'examen annoncé. Sinon, il manquera 16,6 millions \$ au financement annuel pour 2008, d'après les projections actuelles.

« Ottawa devrait intensifier son appui à la lutte au sida en investissant de manière stable, à long terme, et responsable sur les plans fiscal et social », fait valoir Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Cela implique d'accroître les appuis financiers aux programmes sur le sida qui se fondent sur la reconnaissance de la réalité des personnes qui vivent avec le VIH/sida ou en sont affectées, de même que sur le respect des droits humains de ces personnes, en plus d'allouer suffisamment d'argent pour que le Canada paie sa juste part de la réponse au sida à l'échelon mondial. »

Les programmes les plus utiles et rentables contre le VIH/sida sont ceux qui reposent sur des données scientifiques et sur les principes des droits humains – cette conclusion est signalée dans le document *Au premier plan : le Canada se mobilise contre le VIH/sida*, un plan d'action publié l'an dernier, fruit de consultations avec tous les paliers de gouvernement, les organismes de la société civile et des représentants des communautés touchées. *Au premier plan* passe en revue les données accumulées au sujet des programmes, au fil de nombreuses années, et souligne le rôle crucial des organismes communautaires et non gouvernementaux qui sont aux premières lignes d'une réponse efficace au VIH/sida. L'examen qu'entreprendra Ottawa doit tenir compte de ces données, soulignent les organismes nationaux du domaine du VIH/sida.

« Après 25 années, nous savons que, pour lutter efficacement contre le VIH/sida chez les femmes, les personnes autochtones, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les personnes qui utilisent des drogues et les personnes venues de pays où le VIH est endémique, les programmes doivent impliquer de manière significative ces individus et des organismes de ces communautés », rappelle Louise Binder, présidente du Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements. « Pour être exhaustif, l'examen gouvernemental des programmes fédéraux de lutte au VIH/sida devra intégrer la participation de ces personnes et reconnaître que les programmes à leur intention souffrent d'un manque de financement. »

### **Partenaires nationaux**

- Centre canadien d'information sur le VIH/sida
- Coalition interagence sur le sida et développement
- Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
- Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
- Réseau canadien autochtone du sida
- Réseau communautaire d'info-traitements sida
- Réseau juridique canadien VIH/sida
- Société canadienne du sida

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

*Available in English*

Leon Mar  
Directeur des communications  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 228)  
Cellulaire : +1 416 278-3750  
Courriel : [lmr@aidslaw.ca](mailto:lmr@aidslaw.ca)  
Site Internet : [www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)